

## Inhaltsverzeichnis 05.11.2015

Avenue ID: 1015  
Artikel: 13  
Folgeseiten: 7

		Auflage	Seite
05.11.2015	<a href="#">24 Heures Lausanne</a> <b>L'Etat renonce à une traque musclée des fraudeurs du fisc</b>	31'421	1
05.11.2015	<a href="#">24 Heures Lausanne</a> <b>Le secret bancaire n'est pas mort</b>	31'421	3
05.11.2015	<a href="#">Berner Zeitung / Ausgabe Stadt+Region Bern</a> <b>Bundesrat bremst ein wenig</b>	45'945	4
05.11.2015	<a href="#">Blick</a> <b>Bankgeheimnis bleibt vorerst</b>	163'627	6
05.11.2015	<a href="#">Corriere del Ticino</a> <b>Governo Il segreto bancario non si tocca</b>	36'478	7
05.11.2015	<a href="#">Giornale del Popolo</a> <b>Il Governo fa marcia indietro sul segreto bancario interno</b>	13'370	9
05.11.2015	<a href="#">Giornale del Popolo</a> <b>PERCHÉ QUEL SEGRETO VA DIFESO</b>	13'370	11
05.11.2015	<a href="#">Le Temps</a> <b>Premier enterrement d'un projet d'Eveline Widmer-Schlumpf</b>	37'021	12
05.11.2015	<a href="#">Neue Zürcher Zeitung</a> <b>Gegen die schleichende Abschaffung</b>	114'209	13
05.11.2015	<a href="#">Neue Zürcher Zeitung</a> <b>Das Steuerstrafrecht bleibt vorerst unangetastet</b>	114'209	14
05.11.2015	<a href="#">Südostschweiz / Ausgabe Graubünden</a> <b>Widmer-Schlumpf taktiert gegen die Matter-Initiative</b>	33'654	15
05.11.2015	<a href="#">Tages-Anzeiger</a> <b>Warten auf das Volksverdikt</b>	172'920	17
05.11.2015	<a href="#">Walliser Bote</a> <b>Bunäesrat auf dem Rückzug</b>	22'213	20

---

Hauptausgabe

24 Heures  
1001 Lausanne  
021/ 349 44 44  
www.24heures.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 31'421  
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich



Themen-Nr.: 999.207  
Abo-Nr.: 1095889  
Seite: 5  
Fläche: 32'531 mm<sup>2</sup>

# Conseil fédéral L'Etat renonce à une traque musclée des fraudeurs du fisc

Arthur Grosjean Berne

**La révision du droit pénal fiscal aurait impliqué un assouplissement du secret bancaire. La droite se réjouit, la gauche hurle**

Essayé, pas pu. Devant l'hostilité de la droite, le Conseil fédéral tire la prise et met au rancart son projet de révision du droit pénal fiscal. Celui-ci aurait permis une traque plus intensive des fraudeurs du fisc, notamment en autorisant dans certaines conditions une levée du secret bancaire par les autorités fiscales cantonales.

**«C'est un scandale»**

A gauche, la réaction est vive. «C'est un scandale. La soustraction fiscale continuera à être considérée comme un délit bagatelle», s'émeut la conseillère nationale Margret Kiener Nellen (PS/BE). «Ce sont les citoyens et les entreprises honnêtes qui vont continuer à payer les frais de cette politique. On estime à 100 milliards le montant des fortunes non

**«La soustraction fiscale continuera à être considérée comme un délit bagatelle»**

imposées. Les pertes fiscales pour la Confédération, les cantons et les communes se montent à près



**Margret Kiener Nellen**  
PS/BE

de 20 milliards.»

La reculade du Conseil fédéral s'est effectuée en deux temps. A l'origine, en 2013, le projet prévoyait de frapper fort. La soustraction fiscale de plus de 600 000 francs devenait pénalement un crime. Les grands fraudeurs auraient risqué jusqu'à 5 ans de prison. Et puis, Eveline Widmer-Schlumpf, la ministre des Finances fédérales, donnait le pouvoir aux administrations fiscales cantonales de s'adresser directement aux banques pour obtenir des documents. Hurlément à droite, qui voyait déjà la fin du secret bancaire en Suisse.

**«L'échange automatique d'informations ne doit se faire que sur décision judiciaire»**



**Olivier Feller**  
PLR/VD

En 2014, le Conseil fédéral mettait de l'eau dans son vin. Il laissait tomber la qualification de crime pour les soustractions fiscales élevées. Il maintenait, en revanche, dans les cas graves de fraude, la perquisition à domicile et la fouille de personnes sur ordre du chef de l'administration fiscale. Celui-ci, et là le Conseil

fédéral lâchait du lest, n'aurait plus pu de son propre chef demander la levée du secret bancaire. Le gouvernement proposait qu'une autorité indépendante se prononce sur la question.

Il n'en sera rien. L'ensemble du projet est «reporté», selon la terminologie qu'employait hier le Conseil fédéral. Dans un communiqué, il explique ce revirement

**«Ce projet porterait un coup fatal au secret bancaire et à la relation entre le citoyen et l'Etat»**



**Thomas Matter**  
UDC/ZH

ainsi: «A l'heure actuelle, les chances de succès de ce projet de révision sont faibles sur le plan politique.» Le gouvernement aurait en effet eu beaucoup de mal à faire passer son projet au Conseil national vu que l'UDC et le PLR se sont nettement renforcés aux dernières élections fédérales.

**«Une grande satisfaction»**

Le conseiller national Olivier Feller (PLR/VD) réagit «avec une grande satisfaction» au retrait du projet. «La révision prévoyait un échange automatique d'informations entre la banque et le fisc, ce qui à nos yeux était inadmissible. Pour nous, cet échange ne doit se faire que sur décision judiciaire.»



Il estime aussi que le timing choisi n'était pas le bon. «Le parlement examine la mise en œuvre de l'échange automatique de certaines informations bancaires sur le plan international. Le National en a déjà débattu et le Conseil des Etats doit bientôt en discuter. Il ne faut donc pas mener toutes les réformes en même temps et surcharger le bateau.»

La droite, qui obtient donc une large victoire, va-t-elle retirer son initiative populaire «Oui à la pro-

tection de la sphère privée», lancée justement pour bétonner le secret bancaire en Suisse? «Non, répond l'homme à l'origine de l'initiative, le conseiller national Thomas Matter (UDC/ZH). Ce texte, et le Conseil fédéral l'a reconnu hier, a joué un rôle important dans le retrait du projet. Mais rien ne garantit à l'avenir que celui-ci ne sera pas réactivé. Or, il porterait un coup fatal au secret bancaire en Suisse et plus généralement à la relation de confiance

qui existe entre le citoyen et l'Etat dans notre pays.»



**Retrouvez  
notre dossier sur  
secret.24heures.ch**



## Editorial

# Le secret bancaire n'est pas mort

**Arthur Grosjean**

Correspondant  
à Berne



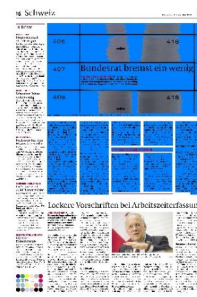
Le secret bancaire est mort. C'est la rengaine qu'on entend depuis plusieurs années. Depuis que la Suisse, sous les coups de boutoir conjugués de la justice et du fisc américains, a décidé de ne plus protéger les contribuables étrangers qui planquent leur argent non déclaré dans nos banques. Ce changement de paradigme sera achevé en 2018, quand la Suisse échangera automatiquement des informations bancaires avec des pays de l'OCDE. Le Conseil national a déjà donné sans broncher son feu vert.

Pour les contribuables suisses en revanche, changement de disque: le secret bancaire à l'interne n'est pas mort. Il résiste même très bien comme on l'a vu hier après la séance du Conseil fédéral. Celui-ci a décidé en effet de retirer son projet

qui prévoyait un assouplissement du secret bancaire afin de traquer les grands fraudeurs du fisc. Un camouflet pour la ministre des Finances fédérales, Eveline Widmer-Schlumpf. Celle-ci avait pourtant présenté l'an passé une version corrigée de son projet initial. Mais rien n'y a fait. Le Conseil fédéral «reporte» la révision, ce qui équivaut à un enterrement de première classe. «Le Conseil fédéral «reporte» la révision, ce qui équivaut à un enterrement de première classe»

La droite jubile et chante les louanges du merveilleux rapport de confiance qui règne entre citoyens et Etat pour la prospérité commune. Une confiance qui ne saurait être remise en question par «quelques» moutons noirs fiscaux. Cette ritournelle est aussi naïve et enfantine que lorsque la gauche relativise allègrement les abus à l'aide sociale ou dans le domaine de l'asile.

Alors faut-il s'émouvoir de cet abandon du projet? Non, car il correspond au nouveau rapport de force des partis décidé par les citoyens lors des élections fédérales. La révision du droit pénal fiscal n'avait plus aucune chance au Conseil national. Le gouvernement a donc préféré sans états d'âme une mort rapide à une agonie lente.



## Bundesrat bremst ein wenig

**LOCKERUNG BANKGHEIMNIS** Die Landesregierung verzichtet im Steuerstrafrecht vorläufig auf eine Lockerung des inländischen Bankgeheimnisses. Doch bei der Verrechnungssteuer sollen die Bürger freiwillig darauf verzichten können.

Der Bundesrat möchte das Bankgeheimnis eigentlich lockern. Doch im neuen Parlament steht er damit vor verschlossenen Türen.

Gettyimages

Mit dem Rechtsrutsch bei den Wahlen hat sich die Ausgangslage für mehrere politische Geschäfte geändert – so auch für das inländische Bankgeheimnis. Der Bundesrat möchte dieses lockern. Die kantonalen Steuerbehörden pochen darauf, weil sie gleich lange Spiesse haben wollen, wie der Fiskus anderer Länder. Auch der internationale Trend spricht dafür: Viele Länder führen den automatischen Informationsaustausch (AIA) ein. Die Schweiz ab 2018 vorläufig nur für ausländische Bankkunden.

Von zwei Seiten her wollte der Bundesrat das Bankgeheimnis für Schweizerinnen und Schweizer aufweichen: Mit Änderungen von Steuerstrafrecht und der Verrechnungssteuer. Im Steuerstrafrecht sollte die Unterscheidung zwischen Betrug und Hin-

terziehung aufgehoben werden. Einen Steuerbetrug begeht, wer Dokumente fälscht. Bei einer Hinterziehung hat ein Steuerpflichtiger etwas nicht deklariert. Bisher mussten Banken den Steuerbehörden nur bei Betrug Einsicht in Kundendaten gewähren. Neu sollen die Steuerfahnder auch schon bei konkretem Verdacht auf Hinterziehung Auskunft verlangen können. Das genaue Ausmass der Steuerhinterziehung ist nicht bekannt, doch sie kommt häufiger vor als der Steuerbetrug. Deshalb hätte diese Reform das inländische Bankgeheimnis geschwächt.

### Nur «zurückgestellt»

Gestern hat der Bundesrat beschlossen, die Gesetzesänderung «zurückzustellen». Er begründet dies offen mit den derzeit gerin-

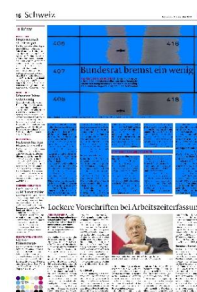
gen Erfolgchancen. SVP und FDP haben das Vorhaben in der Vernehmlassung dezidiert abgelehnt. Nach den Wahlen haben sie gemeinsam im Nationalrat die absolute Mehrheit und könnten so das Geschäft blockieren.

In der gleichen Medienmitteilung betont der Bundesrat, dass er hingegen die Reform der Verrechnungssteuer vorantreiben werde. Auch diese Anpassung sieht eine Lockerung des Bankgeheimnisses vor. Damit sollen die Steuerpflichtigen die Wahl erhalten, ob sie weiterhin Verrechnungssteuer entrichten oder ihre Bankdaten automatisch ans Steueramt liefern wollen. Kurios mutet an, dass der Bundesrat hier jetzt ankündigt, vorwärtsmachen zu wollen. Denn unlängst liess er

Hauptausgabe

Berner Zeitung AG  
 3001 Bern  
 031/ 330 33 33  
 www.bernerzeitung.ch

Medienart: Print  
 Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
 Auflage: 45'945  
 Erscheinungsweise: 6x wöchentlich



Themen-Nr.: 999.207  
 Abo-Nr.: 1095889  
 Seite: 16  
 Fläche: 59'672 mm<sup>2</sup>

verlauten, wie die Änderung des Steuerstrafrechts auch diese Reform zurückzustellen. Als Grund nannte er damals die Volksinitiative «Ja zum Schutz der Privatsphäre», auch Matter-Initiative genannt. Die Initianten wollen das inländische Bankgeheimnis in der Bundesverfassung verankern. In der Tat macht es wenig Sinn, Reformen durchzubringen, die vielleicht schon bald wieder rückgängig gemacht werden müssen. Wenn aber im Finanzministerium auf Eveline Widmer-Schlumpf ein SVP-Bundesrat folgt, wird die Lockerung des Bankgeheimnisses einen sehr schweren Stand haben.

### Bestätigung für Initianten

«Wir werden an unserer Initiative festhalten», sagt SVP-Nationalrat Thomas Matter (ZH), Mitglied des Initiativkomitees. Denn ohne Initiative wären die geplanten Reformen nicht zurückgestellt worden, davon ist er überzeugt. Vor allem die Änderung des Steuerstrafrechts müsse verhindert werden. Darin sieht Matter einen Wechsel «vom Vertrauenssystem auf ein Misstrauenssystem». Selbst die geplante Änderung der Verrechnungssteuer hält er für «gefährlich». Denn ein Bürger, der an der Verrechnungssteuer festhalte, mache sich so automatisch verdächtig.

*Bernhard Kislig*

### BESSERER SCHUTZ VON BANKKUNDEN

Beim **Kauf von Finanzprodukten** sollen Kunden besser geschützt werden. Der Bundesrat hat ein neues Gesetz zuhanden des Parlaments verabschiedet. Der Kundenschutz geht jedoch weniger weit als zunächst geplant. Die Finanzbranche hatte den geplanten Ausbau des Kundenschutzes in der Vernehmlassung **heftig kritisiert**. Der Bundesrat beauftragte das Finanzdepartement in der Folge, Korrekturen anzubringen.

Die Mängel der heutigen Regeln zeigten sich während der Fi-

nanzkrise: Viele verloren ihr Vermögen, weil sie es in Finanzprodukten angelegt hatten, deren Risiken sie nicht kannten. Das neue Finanzdienstleistungsgesetz (Fidleg) soll nun **mehr Transparenz** schaffen.

Verzichtet hat der Bundesrat auf die zunächst vorgesehene Umkehr der Beweislast. Gemäss der Vernehmlassungsvorlage hätte ein Finanzdienstleister die Beweislast dafür getragen, dass er seinen gesetzlichen Informationspflichten nachgekommen ist. *sda*



Blick  
8008 Zürich  
044/ 259 62 62  
www.blick.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 163'627  
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.207  
Abo-Nr.: 1095889  
Seite: 3  
Fläche: 15'916 mm<sup>2</sup>

# Reform zurückgestellt

# Bankgeheimnis bleibt vorerst

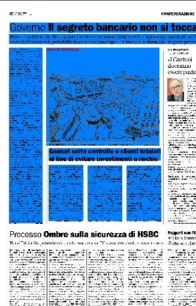
**D**er Bundesrat hat gestern die Reform des Steuerstrafrechts zurückgestellt. Damit bleibt das Bankgeheimnis im Inland unangetastet – zumindest vorerst. Mit der Einführung des automatischen Informationsaustauschs mit dem Ausland wollte die Regierung eigentlich bei Verdacht auf Steuerhinterziehung auch den inländischen Steuerbehörden mehr Zugriff auf Bankdaten ermöglichen. Der Bundesrat will nun aber

die Volksabstimmung zur Initiative zum «Schutz der Privatsphäre» von SVP-Nationalrat Thomas Matter abwarten und erst danach über eine Bankgeheimnis-Reform entscheiden.

**Matter freut sich: «Das ist ein wichtiger Tag für den Schutz der finanziellen Privatsphäre in der Schweiz.»** Ohne die Initiative hätte man laut Matter heute wohl eine Vorlage zum automatischen Informationsaustausch im Inland auf dem Tisch. Es sei richtig,

dass nun das Vertrauenssystem zwischen Staat und Bürger weitergeführt werde.

Laut SP-Nationalrätin Susanne Leutenegger Oberholzer werde das Thema aber nicht zu den Akten gelegt: «Das Steuerhinterzieher-Geheimnis muss auch in der Schweiz fallen.» Sie erachtet es aber als «nachvollziehbar», dass man die Matter-Initiative, welche wohl Anfang 2017 zur Abstimmung kommt, abwarte. **Joël Widmer**



Corriere del Ticino  
6903 Lugano  
091/ 960 31 31  
www.cdt.ch

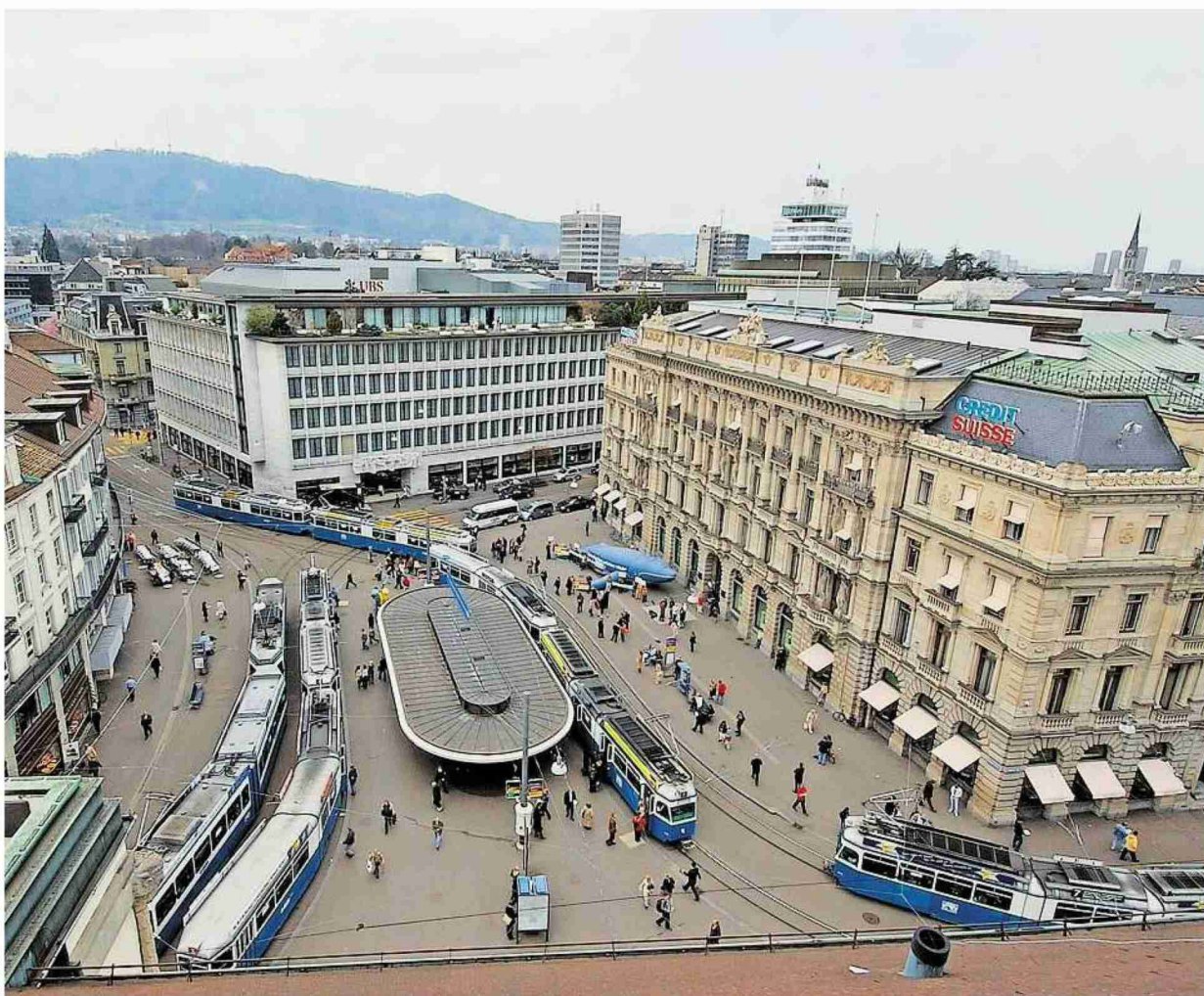
Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 36'478  
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.207  
Abo-Nr.: 1095889  
Seite: 7  
Fläche: 61'759 mm<sup>2</sup>

## Governo **Il segreto bancario non si tocca**

Bloccata la riforma del diritto penale fiscale che la ministra Widmer-Schlumpf aveva proposto già nel 2013 Secondo l'Esecutivo le probabilità di successo erano esigue - Si invece alla riforma dell'imposta preventiva

### SERVIZI FINANZIARI



**PARADEPLATZ** I clienti dovranno essere meglio informati, i consulenti meglio formati. (Foto Keystone)

■ Per qualcuno sarà una conferma che la direzione del vento è cambiata, dopo le elezioni e l'annuncio delle dimissioni di Eveline Widmer-Schlumpf. Magari invece è solo una questione di agenda. Quel che è stato detto nella stanza dei bottoni nessuno lo sa, così come non si sa se qualcuno dei ministri (magari Doris Leu-

thard, spesso ago della bilancia?) abbia cambiato idea. Quel che si sa è che ieri il Governo ha deciso di bloccare la revisione del diritto penale fiscale, avviata dalla ministra delle Finanze Eveline Widmer-Schlumpf nel 2013. Secondo il progetto allora inviato in consultazione, in caso di indizi concreti

di evasione fiscale, le autorità avrebbero dovuto avere accesso ai dati bancari delle persone sospettate. Sarebbe così venuta a cadere la differenza tra evasione e frode fiscale. Un passo già compiuto (nel 2009) per i clienti stranieri con un conto bancario in Svizzera, ma non per chi risiede nella Confederazione. Widmer-





Corriere del Ticino  
6903 Lugano  
091/ 960 31 31  
www.cdt.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 36'478  
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.207  
Abo-Nr.: 1095889  
Seite: 7  
Fläche: 61'759 mm<sup>2</sup>

Schlumpf aveva spiegato che per la maggior parte dei cittadini, che si comportano correttamente, non sarebbe cambiato nulla.

Tuttavia le reazioni erano state perlopiù negative: i partiti borghesi e le associazioni economiche avevano messo in guardia dal voler inficiare il rapporto di fiducia oggi esistente tra Stato e cittadino. Il Consiglio federale aveva quindi chiesto al Dipartimento delle Finanze di attenuare il progetto: le autorità fiscali dovevano avere accesso ai dati bancari solo in caso di indizi di un'evasione grave, e

solo con il benestare di un tribunale o un'altra istanza. Il Governo intendeva invece mantenere la nuova definizione di frode fiscale: oggi si parla di frode solo se vengono utilizzati documenti falsi o falsificati al fine di sottrarre le imposte; in futuro la frode non sarebbe più stata un reato a sé stante, bensì una forma aggravata di evasione. In sostanza ogni forma consapevole di evasione avrebbe dovuto valere come frode.

Ieri l'esecutivo ha invece cambiato idea, decidendo di sospendere l'intero progetto. Le probabilità di suc-

cesso sono ritenute troppo esigue, si legge in una nota. Inoltre la riforma coinvolgerebbe anche la legge federale sul diritto penale amministrativo, di cui il Parlamento ha però commissionato una revisione totale.

Via libera invece alla riforma dell'imposta preventiva. L'attuale sistema è considerato svantaggioso per l'economia nazionale e non garantisce il versamento dell'imposta. Il Dipartimento delle Finanze è stato quindi incaricato di creare una commissione di esperti che elabori proposte di riforma.

ATS/RED

## Gestori sotto controllo e clienti tutelati al fine di evitare investimenti a rischio

■ Ci sarà una migliore protezione contro gli investimenti azzardati. Il Consiglio federale ha trasmesso al Parlamento due progetti per migliorare la vigilanza sugli intermediari finanziari e i mezzi a disposizione dei clienti per difendersi.

Con la nuova legge sui servizi finanziari, i clienti saranno meglio informati sui rischi legati agli investimenti. Dovranno infatti ricevere un volantino di due o tre pagine che spieghi, in un linguaggio comprensibile, le caratteristiche, i costi e i rischi di ogni prodotto. I fornitori di servizi dovranno anche avvisarli se una transazione appare inappropriata, inoltre dovranno comunicare i costi dei loro servizi e le eventuali remunerazioni ottenute da terzi (come retrocessioni, diritti di mediazione). Queste saranno ammissibili solo se migliorano la qualità dei servizi e non vanno contro gli interessi del cliente.

Dopo le critiche ricevute in procedura di consultazione, il Consiglio federale ha così rinunciato a vietare le indennità ricevute da terzi. Anche l'obbligo per banchieri e gestori patrimoniali di dimostrare di aver adempiuto agli obblighi di comunicazione è stato soppresso.

La revisione permetterà invece di rafforzare la formazione per i consulenti alla clientela. Non solo dovranno beneficiare di una formazione sufficiente per essere autorizzati a operare, ma la responsabilità peserà sui fornitori di servizi finanziari.

Saranno loro a dover fare in modo che il personale abbia la formazione necessaria. Vigerà un sistema di autoregolamentazione: ogni settore dovrà stabilire i requisiti minimi di formazione e perfezionamento. Anche la sorveglianza verrà rafforzata: la nuova legge sugli istituti finanziari

prevede il controllo di tutti gli intermediari, dunque anche i gestori patrimoniali «indipendenti» o «esterni». Non tutte le istituzioni saranno tuttavia sottoposte alla FINMA, l'Autorità federale di vigilanza sui mercati finanziari. I gestori di patrimoni di clienti individuali e dei «trustee» saranno soggetti a uno o più organi di sorveglianza indipendenti.

Modifiche importanti secondo **Franco Citterio** dell'Associazione bancaria ticinese (ABT), che parla di una «riscrittura del diritto bancario». Non più solo le banche ma tutti i gestori patrimoniali, dunque migliaia di società in Svizzera, saranno sottoposte a vigilanza, rileva Citterio. Inoltre cambieranno i doveri di informazione al cliente, e gli intermediari finanziari avranno una parte di responsabilità in caso di perdite legate ai prodotti in cui si è investito.

ATS/RED



Giornale del Popolo  
6903 Lugano  
091/ 922 38 00  
www.gdp.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 13'370  
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.207  
Abo-Nr.: 1095889  
Seite: 7  
Fläche: 44'853 mm<sup>2</sup>

# Bloccato il progetto proposto da Eveline Widmer-Schlumpf Il Governo fa marcia indietro sul segreto bancario interno



Le Amministrazioni cantonali non potranno accedere ai dati di cittadini sospettati di evasione. (Foto Demaldi)

**L'Esecutivo rinvia la revisione della legge, che comunque difficilmente passerebbe alle Camere. I Cantoni non potranno accedere ai conti degli svizzeri.**

I Cantoni non potranno accedere ai dati bancari dei contribuenti svizzeri sospettati di nascondere i loro averi. Il Consiglio federale ha

deciso ieri di rinviare la revisione del diritto penale fiscale perché ritiene troppo esigue le probabilità di successo del progetto in Parlamento. Porterà avanti invece la riforma dell'imposta preventiva.

## Scopo del progetto

Il progetto di riforma, presentato dalla ministra delle Finanze uscente Eveline Widmer-Schlumpf nel maggio del 2013, proponeva di armonizzare il diritto penale fiscale a livello federale.

I Cantoni, per quanto riguarda un reato riguardante l'imposta sul

reddito, non dispongono degli stessi strumenti che ha la Confederazione per l'IVA o l'imposta preventiva. In una procedura per sottrazione d'imposta per esempio, i Cantoni non possono ascoltare testimoni, né consultare dati bancari. La ministra delle Finanze proponeva di giudicare le infrazioni in base alla gravità e in funzione degli stessi criteri.

I direttori cantonali delle finanze hanno ai tempi fatto notare che, con lo scambio automatico d'informazioni - che stava per essere adottato - le autorità fiscali straniere avrebbero disposto di maggiori informazioni rispetto ai Cantoni stessi. Era


 Giornale del Popolo  
 6903 Lugano  
 091/ 922 38 00  
 www.gdp.ch

 Medienart: Print  
 Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
 Auflage: 13'370  
 Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

 Themen-Nr.: 999.207  
 Abo-Nr.: 1095889  
 Seite: 7  
 Fläche: 44'853 mm<sup>2</sup>

quindi stata avanzata l'ipotesi che anche alle Amministrazioni cantonali venisse concesso l'accesso a determinati dati in caso di sospetti.

In sostanza, si sarebbe trattato di unificare le diverse procedure in caso di frode o evasione fiscale. Il progetto avrebbe inoltre permesso di sopprimere l'accumularsi delle pene e di rivedere le infrazioni fiscali in base ad una nuova scala di sanzioni. Fino ad ora, visto che un caso può riguardare diversi tipi di imposte - IVA e imposta sull'utile, per esempio - esso diventa l'oggetto di diverse procedure. L'idea contenuta nella riforma di Widmer-Schlumpf era di unire tutto questo sotto un'unico cappello.

## Le polemiche

In consultazione, però, le proposte avanzate dal Governo nel 2013 hanno suscitato una levata di scudi, in particolare da parte di UDC, PPD, PLR e Lega, nonché di associazioni economiche e dei banchieri, contrarie ad allentare il segreto bancario anche per i cittadini svizzeri.

Nel giugno dello stesso anno era pure stata lanciata l'iniziativa popolare "Sì alla protezione della sfera privata" per ancorare il segreto bancario svizzero nella Costituzione federale. Il Governo lo scorso luglio ha quindi censurato in parte il progetto di riforma e incaricato di Dipartimento federale delle finanze (DFF) di presentare una nuova bozza entro la fine di quest'anno.

Ieri, l'Esecutivo ha infine deciso di abbandonare anche questa opzione visto che «a livello politico (si consideri anche la svolta a destra del Parlamento, n.d.r.) le probabilità di successo della riforma sono basse», precisa un comunicato. Inoltre, con la riforma per tutti i procedimenti penali sarebbe determinante la Legge federale sul diritto penale amministrativo, di cui il Parlamento ha però commissionato una revisione totale.

Il Consiglio federale preferisce quindi concentrarsi unicamente sulla riforma dell'imposta preventiva. L'attuale sistema comporta svantaggi per l'Economia nazionale e non garantisce pienamente

il versamento dell'imposta. Il DFF è quindi stato incaricato di istituire una commissione di esperti che elabori proposte di riforma.

La commissione dovrà comprendere rappresentanti della Confederazione, dei Cantoni e dell'economia. Lo scopo è che il Consiglio federale possa decidere rapidamente in merito all'ulteriore modo di procedere dopo l'esito della votazione popolare sull'iniziativa «per la protezione della sfera privata».

(MA.MI)


 Giornale del Popolo  
 6903 Lugano  
 091/ 922 38 00  
 www.gdp.ch

 Medienart: Print  
 Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
 Auflage: 13'370  
 Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

 Themen-Nr.: 999.207  
 Abo-Nr.: 1095889  
 Seite: 1  
 Fläche: 17'559 mm<sup>2</sup>

# PERCHÉ QUEL SEGRETO VA DIFESO

di CLAUDIO MÉSONIAT

La difesa del segreto bancario nei rapporti interni tra Cantoni e contribuenti residenti non è una battaglia di retroguardia per preservare l'ultimo scampolo di impunità ai furbastri nostrani che intendono evadare il fisco. È invece un test di come sappiamo difendere l'ethos politico svizzero. Scrolliamoci di dosso un certo sguardo epidermico nel guardare il nostro Paese, che proviene dai media di mezzo mondo e che abbiamo fatto nostro. E *pour cause*. Infatti, se l'origine del segreto bancario è legata alla difesa dei cittadini del Terzo Reich, ebrei in particolare, gli sviluppi, nel secondo dopoguerra, hanno favorito indubbiamente l'instaurarsi di un sistema di supporto all'evasione fiscale internazionale. Ne stiamo ancora pagando le conseguenze e dobbiamo continuare a ricentrare l'impianto della nostra piazza finanziaria su funzioni di credito e di finanziamento eticamente ineccepibili.

(...) Ma dobbiamo anche smaltire i postumi della cattiva coscienza (non infondata,

ripeto) e capire che sacrificare l'uso di uno strumento per cancellarne l'abuso è un errore. Il segreto bancario svizzero non è un principio immorale a copertura dell'evasione fiscale. La sua moralità intrinseca consiste invece nel preservare quel rapporto di fiducia tra cittadino e Stato che è una componente essenziale del nostro ethos politico. L'atteggiamento di un'autorità statale che consideri potenzialmente disonesti i cittadini e li sottoponga a controlli sempre più sofisticati, crea sfiducia e disaffezione dei cittadini stessi nei confronti dello Stato (anche quando l'equità tra aliquote fissate e servizi offerti sia sotto controllo). E più crescono sfiducia e disaffezione più si incoraggiano comportamenti furbeschi e illeciti. Ora, se è vero che le statistiche dimostrano da sempre che l'evasione fiscale in Svizzera non supera livelli internazionalmente ritenuti fisiologici, è anche vero che l'invadenza occhiuta e la sfiducia preventiva dello Stato verso cittadini, famiglie e aziende sarebbe un fattore diseducativo e alla lunga distruttivo di una responsabilità verso il bene comune ancora viva nel nostro Paese. Certo, la libertà comporta sempre dei rischi, ma se sull'altro piatto della bilancia c'è un valore importante, conviene correrli. Il Consiglio federale ieri ha deciso di correrli, argomentando di sapersi certo che la maggioranza degli svizzeri sia per ora di questo parere. Per ora, dunque, le scorciatoie automatiche previste dalla signora Widmer-Schlumpf - valga all'interno ciò che vale nei rapporti internazionali - sono cassate.

*Le argomentazioni sono tratte da un recente articolo di C. Mésoniat e M. Balestra che potete leggere sul nostro sito: <http://www.gdp.ch/notizie/svizzera/lethos-politico-del-federalismo-svizzero-id54684.html>*



Le Temps  
1211 Genève 2  
022/ 888 58 58  
www.letemps.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 37'021  
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.217  
Abo-Nr.: 1095889  
Seite: 8  
Fläche: 17'383 mm<sup>2</sup>

## Premier enterrement d'un projet d'Eveline Widmer-Schlumpf

**DROIT FISCAL** La ministre des Finances n'a pas encore quitté le gouvernement que le Conseil fédéral enterre déjà l'un de ses projets: la levée du secret bancaire pour les clients suisses des banques. La nouvelle composition des Chambres fédérales laissait peu de chances à cette réforme

La ministre des Finances, Eveline Widmer-Schlumpf, n'a pas encore quitté le gouvernement que celui-ci exerce déjà son droit d'inventaire. Première sacrifiée, la révision du droit pénal en matière fiscale. Le Conseil fédéral a décidé mercredi de la reporter à des temps meilleurs. Il y a trop peu de chances de voir aboutir cette réforme, constate le gouvernement. Et la nouvelle composition des Chambres, plus à droite, enterre déjà le projet.

### Unifier les procédures

Ce projet, qui aboutissait pratiquement à la levée du secret bancaire vis-à-vis du fisc pour les clients suisses des banques, se heurtait à une trop forte opposition des partis de droite et des associations économiques. En

réaction, les partis de droite ont d'ailleurs lancé une initiative, «Oui à la protection de la sphère privée», afin d'inscrire le secret bancaire dans la Constitution et de restreindre l'obligation des tiers, des banques en l'occurrence, de fournir des renseignements.

A l'origine, il s'agissait d'unifier les diverses procédures en cas de fraude ou d'évasion fiscale, de supprimer le cumul des peines et de requalifier les infractions fiscales sur une nouvelle échelle de sanctions. Jusqu'ici, lorsqu'une affaire concerne plusieurs types d'impôts, TVA et imposition sur le bénéfice par exemple, elle fait l'objet de plusieurs procé-

dures et décisions différentes. L'idée, non contestée, était d'unifier tout cela.

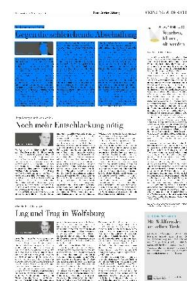
### Opposition de la droite

Mais très vite les directeurs cantonaux des Finances ont fait remarquer qu'avec l'échange automatique d'information, en cours d'adoption, les autorités fiscales étrangères allaient disposer de bien plus d'informations qu'eux-mêmes. Ils exigeaient donc d'autoriser les administrations cantonales à accéder elles aussi à certaines données bancaires en cas de soupçon de simple soustraction fiscale. Face à l'opposition de la droite, Eveline Widmer-Schlumpf avait déjà dû corriger largement son projet pour limiter le rôle du chef de l'autorité fiscale cantonale.

L'abandon du projet de réforme du droit pénal fiscal rend-il superflue l'initiative sur le secret bancaire? «Depuis les promesses de Hans-Rudolf Merz sur le caractère non négociable du secret bancaire, l'histoire nous a appris à nous méfier», avait répondu au *Temps* le conseiller national Christian Lüscher en août. ■

YVES PETIGNAT, BERNE

### L'abandon du projet de réforme du droit pénal fiscal rend-il superflue l'initiative sur le secret bancaire?



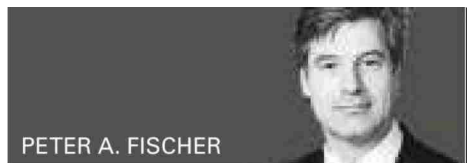
Neue Zürcher Zeitung  
8021 Zürich  
044/ 258 11 11  
www.nzz.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 114'209  
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.207  
Abo-Nr.: 1095889  
Seite: 13  
Fläche: 21'613 mm<sup>2</sup>

Bankgeheimnis im Inland

## Gegen die schleichende Abschaffung



PETER A. FISCHER

Das inzwischen berühmt-berüchtigte Justizministerium der USA hat nicht unrecht, wenn es sich damit brüstet, das schweizerische Bankgeheimnis geknackt zu haben. Mit den von den USA unter Fatca faktisch erzwungenen automatischen Informationen und der danach ausgelösten, nun anstehenden Einführung des automatischen Informationsaustausches (AIA) mit Ländern der EU wird es zumindest mit diesen Staaten kein Bankgeheimnis mehr geben. Wer welche Bankkonten hält und welche Erträge erwirtschaftet, erfahren ausländische Behörden künftig automatisch. Vor diesem Hintergrund werden auch Sicherungsmassnahmen wie die Verrechnungssteuer tatsächlich obsolet.

Die Abschaffung des Bankgeheimnisses im Verkehr mit wichtigen ausländischen Staaten war aber nie eine Herzensangelegenheit. Sie ist vielmehr der Einsicht entsprungen, dass die Schweiz ihr Verständnis vom richtigen Umgang von Bürger und Staat wichtigen Wirtschaftspartnern nicht gegen deren Willen aufzwingen kann. Entgegen weitverbreiteter Meinung war das Bankgeheimnis nämlich nie als Mittel gedacht, um dem bewussten Steuerbetrug Vorschub zu leisten und gewissen Banken zu einem lukrativen Geschäft zu verhelfen. Das schweizerische Bankgeheimnis ist vielmehr Ausdruck eines liberalen Verständnisses vom Wert des Schutzes der Privatsphäre und vom anzustrebenden Verhältnis zwischen Bürger und Staat. Dabei steht der Bürger nicht unter ständigem Generalverdacht und muss von der Obrigkeit nicht mit allen Mitteln kontrolliert werden. Stattdessen wird von ihm

Rechtschaffenheit erwartet. Es ist deshalb auch nicht Aufgabe der Bank, Steuervogt zu spielen. Der Bürger soll selber sein Einkommen und Vermögen deklarieren und in vollem Bewusstsein der Kosten seine von ihm direkt-demokratisch mitbestimmte Steuerschuld begleichen. Unterläuft ihm dabei ohne betrügerische Absicht ein Fehler, kann er diesen korrigieren, ohne gleich fürchten zu müssen, hinter Gittern zu landen.

Dieses liberale Verständnis vom Sinn des Bankgeheimnisses ist sehr schweizerisch und gesund. Es ist kein zwingender Grund ersichtlich, wieso sich die Schweiz partout ausländischen Verhältnissen anpassen und das Bankgeheimnis im Inland weiter aufweichen sollte.

Zu entscheiden wird allerdings sein, ob «praktisch-pragmatische» Überlegungen, wie sie in letzter Zeit auf kostensparende Vereinfachungen drängende Finanzkreise vorbringen, oder eine Verringerung des Arbeitsaufwands für den Steuerzahler Grund genug sein sollen, das Bankgeheimnis im Inland zu opfern. Aus unserer liberalen Sicht ist das Prinzip höher zu gewichten, dass Behörden und Beamte nur bei begründetem Verdacht in die finanzielle Privatsphäre des Einzelnen eindringen dürfen. Sicher aber ist hier ein demokratischer Grundsatzentscheid gefragt. Die sogenannte Matter-Initiative zum Schutz der Privatsphäre wird dazu nächstens Gelegenheit geben. Bis dahin sollte das Bankgeheimnis im Inland nicht schleichend abgeschafft werden. Technokratische Überlegungen zum Ersatz der im Verkehr mit AIA-Ländern nicht mehr nötigen Verrechnungssteuer oder zu Änderungen des Steuerstrafrechts, die das Bankgeheimnis für Schweizer unterhöhlen, haben da hintanzustehen. Es ist deshalb richtig, dass der Bundesrat beschlossen hat, diese Vorhaben zumindest zu sistieren.



Neue Zürcher Zeitung  
8021 Zürich  
044/ 258 11 11  
www.nzz.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 114'209  
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.207  
Abo-Nr.: 1095889  
Seite: 15  
Fläche: 26'661 mm<sup>2</sup>

## Das Steuerstrafrecht bleibt vorerst unangetastet

*Der Bundesrat verzichtet auf eine Lockerung des Bankgeheimnisses im Inland*

MARCEL AMREIN

Die Erfolgchancen für eine Revision des Steuerstrafrechts seien derzeit zu gering, befindet der Bundesrat. Er sistiert die Vorlage, bis grundsätzliche Entscheidungen zum Bankgeheimnis im Inland gefällt sind.

Der Bundesrat will momentan nicht am inländischen Bankgeheimnis schrauben. Er hat am Mittwoch die Revision des Steuerstrafrechts zurückgestellt, deren Botschaft ans Parlament das Finanzdepartement (EFD) bis Ende Jahr hätte ausarbeiten müssen. Dass sich die Botschaft verzögere, hatte die zuständige Bundesrätin Eveline Widmer-Schlumpf bereits im August erklärt. Jetzt, vor der Stabsübergabe im EFD, wird die Reform auf Eis gelegt – die politischen Erfolgchancen für das Gelingen seien derzeit gering, heisst es in einer Mitteilung des Departements. Die Ausgangslage verbessere sich dann, wenn steuerpolitische Weichen in Bezug auf die Verrechnungssteuer und das inländische Bankgeheimnis gestellt seien.

### Heftige Kritik

Weiter begründet das Finanzdepartement die Sistierung mit der vom Parlament in Auftrag gegebenen Totalrevision bzw. Ablösung des Verwaltungsstrafgesetzes, hätte doch gerade dieses neu für alle Steuerstrafverfahren massgeblich werden sollen. Die nun ausgesetzte Vorlage erschien auf den ersten Blick weitgehend technisch – Ziel war es, die verschiedenen Strafverfahren bei unterschiedlichen Steuerarten zu vereinheit-

lichen. Dahinter verbarg sich aber eine politisch höchst brisante Frage: Wie weit soll das Bankgeheimnis im Inland künftig gehen? Als die Schweiz ab 2009 das Bankgeheimnis gegenüber dem Ausland zu lockern begann, dauerte es nicht lange, bis Kantonsvertreter für ihre Steuerbehörden einen erweiterten Zugriff auf Bankdaten verlangten.

Laut der Vorlage sollte die geltende Unterscheidung zwischen Steuerhinterziehung und Steuerbetrug (Urkundenfälschung) wegfallen. Stattdessen hätte Steuerbetrug künftig als «qualifizierte Steuerhinterziehung» gelten und neben

### Gegen schleichende Abschaffung

Kommentar auf Seite 13

der Urkundenfälschung weitere Formen der «Arglist» umfassen sollen. Die kantonalen Behörden hätten neu bei Strafverfahren wegen Hinterziehung direkter Steuern (wie heute schon im Falle indirekter Steuern) von den Banken Kundendaten einfordern können. Dafür wären ein Anfangsverdacht und die Genehmigung des Vorstehers der kantonalen Steuerverwaltung nötig gewesen.

In der Vernehmlassung kamen diese Pläne schlecht an: Zwar unterstützen die meisten Kantone sowie die SP und die Grünen das Projekt im Wesentlichen. Die grossen bürgerlichen Parteien lehnten es aber ab, ebenso viele Wirtschaftsverbände. Sie sahen darin einen Angriff auf das Bankgeheimnis.

### Vorlage bereits abgeschwächt

Die Regierung machte in der Folge einen Schritt zurück und schwächte die Vorlage ab. Statt der Chef der Steuerverwaltung hätte nun eine andere, von den Kantonen zu bestimmende Behörde das Einholen von Bankdaten genehmigen müssen – zum Beispiel, aber nicht obligatorisch ein Gericht.

Offen ist, ob die Erfolgchancen der Vorlage wirklich so gering waren, wie der Bundesrat schätzt. Jedenfalls kamen von der Seite der Gegner Signale für ein mögliches Entgegenkommen, wenn für das Einholen der Bankdaten zwingend eine gerichtliche Bewilligung vorausgesetzt worden wäre. Möglicherweise schwerer haben wird es nun indessen die Volksinitiative zum Schutz der Privatsphäre (Matter-Initiative), die das inländische Bankgeheimnis in der Bundesverfassung festschreiben will. Denn die drohende Lockerung des Bankgeheimnisses ist ja jetzt vom Tisch – allerdings nur für den Moment.

Der Bundesrat will zwar die Matter-Initiative abwarten, gleichzeitig aber die seit Juni sistierte Reform der Verrechnungssteuer wieder vorantreiben. Auch diese Reform ist mit der Zukunft des Bankgeheimnisses verknüpft. Der Bundesrat beabsichtigte nämlich, dass Bankkunden künftig die Wahl haben sollen zwischen dem Steuerabzug und einer Meldung an die Steuerbehörden. Das Finanzdepartement ist nun beauftragt, eine Expertengruppe einzusetzen, die Reformvorschläge entwickelt. Ziel ist, dass der Bundesrat möglichst rasch nach der Volksabstimmung zur Matter-Initiative über das weitere Vorgehen entscheiden kann.



Hauptausgabe

Die Südostschweiz  
7007 Chur  
081/ 255 50 50  
[www.suedostschweiz.ch](http://www.suedostschweiz.ch)

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 33'654  
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.217  
Abo-Nr.: 1095889  
Seite: 10  
Fläche: 41'753 mm<sup>2</sup>

# Widmer-Schlumpf taktiert gegen die Matter-Initiative

Der Bundesrat hat beschlossen, das Bankgeheimnis in der Schweiz nicht zu lockern. Er will den Kampf gegen die Steuerhinterziehung neu aufgleisen.



Taktisches Vorgehen: Finanzministerin Eveline Widmer-Schlumpf legt die Revision des Steuerstrafrechts auf Eis.

Bild Keystone

«Die Regierung hat erkannt, dass sie mit diesem linken Anliegen im neuen Parlament aufgelaufen wäre.»

**Thomas Matter**  
Zürcher SVP-Nationalrat



**von Stefan Schmid, Bundeshaus**

**D**ie auf Ende Jahr abtretende Finanzministerin Eveline Widmer-Schlumpf war in Sachen Gesetzesrevisionen kein Kind von Traurigkeit. In hohem Rhythmus legte die Bündnerin dem Parlament Vorlagen auf den Tisch, häufig vom Ausland angetrieben, manchmal aber handelte sie auch aus eigener politischer Überzeugung. Nebst Anzeichen von Überforderung, provozierte die BDP-Bundesrätin damit zuweilen gehässige Abwehrreaktionen im rechtsbürgerlichen Lager. So ist etwa die Lancierung der Matter-Initiative, die das Bankgeheimnis in die Verfassung schreiben und damit im Inland zementieren will, auf die Politik der Finanzministerin zurückzuführen.

Doch nun, kurz vor ihrem Rücktritt aus der Landesregierung, steht die Finanzministerin aus taktischen Gründen auf die Bremse. Nachdem sie bereits im Juni auf die geplante Modernisierung der Verrechnungssteuer verzichtet hat, legt der Bundesrat nun auch die Revision des Steuerstrafrechts auf Eis. Damit hätten die kantonalen Steuerbehörden erleichterten Zugang zu Bankinformationen von Steuerpflichtigen erhalten. Bei hinreichendem Verdacht auf Steuerhinterziehung hätten neu auch Zeugen einvernommen und schriftliche Auskünfte eingeholt werden können. Die Revision sah zudem im Notfall Zwangsmassnahmen wie Beschlagnahmungen, Durchsuchungen und Festnahmen vor. Im Kern geht es bei beiden Vorlagen – Verrechnungssteuer wie Steuerstrafrecht – letztlich auch darum, das Bankgeheimnis im Inland zu lockern, um das Steuersubstrat für den Staat zu sichern. Darauf will die Regierung nun aber so lange verzichten, bis die Initiative des Zürcher SVP-Nationalrats Thomas Matter gebodigt ist.

**Zuerst Erfahrungen sammeln**

Die Matter-Initiative kommt voraussichtlich in der Frühlingssession ins Parlament. Die Volksabstimmung dürfte Ende 2016 oder Anfang 2017 stattfinden. Findet die Initiative bei Volk und Ständen eine Mehrheit, ist ein

besserer Zugriff auf Bankdaten auf Jahre hinaus vom Tisch. Das will der Bundesrat, der die Matter-Initiative ablehnt, verhindern.

Gleichzeitig geht es der Regierung offenbar auch darum, zuerst Erfahrungen mit dem automatischen Informationsaustausch (AIA) zu sammeln. Dessen Einführung ist per Anfang 2017 geplant. Mit dem AIA wird das Bankgeheimnis gegenüber dem Ausland aufgehoben. Verlangt eine ausländische Steuerbehörde Auskünfte über Konten in der Schweiz, müssen diese Informationen geliefert werden. Im Rahmen dieses Informationsaustausches könnten auch Daten von Schweizern, die im Ausland über ein Konto verfügen, an Schweizer Steuerbehörden gelangen. Der Nationalrat hat in der vergangenen Herbstsession entschieden, dass hiesige Steuerämter diese Informationen verwenden dürfen – ein Teilsieg für Widmer-Schlumpf, den diese nun nicht mit der Steuerstrafrechtsrevision gefährden will.

In der Zwischenzeit tüfelt eine Experten-Gruppe, in welcher auch Banken- und Wirtschaftsvertreter sitzen, an Reformvorschlägen für die Verrechnungssteuer. Diese sollen rasch präsentiert und umgesetzt werden, sobald die Matter-Initiative vom Tisch sei, so die Strategie im Bundeshaus.

**Matter: «Ein guter Tag»**

Der Zürcher SVP-Nationalrat Thomas Matter spricht derweil von einem «guten Tag» für den Schutz der finanziellen Privatsphäre in der Schweiz. «Die Regierung hat richtigerweise erkannt, dass sie mit diesem linken Anliegen im neuen Parlament aufgelaufen wäre», sagt Matter. Der bundesrätliche Rückzug zeige, wie wichtig die Bankgeheimnis-Initiative sei.

Die Baselbieter SP-Nationalrätin Susanne Leutenegger Oberholzer bedauert zwar den Verzicht auf die «wichtige Revision des Steuerstrafrechts». Sie bringt aber Verständnis für die Taktik des Bundesrats auf. «Es ist klug, auf den richtigen Moment zu warten.» Im Moment sei diese Revision nicht mehrheitsfähig. Auf Dauer sei aber eine Ungleichbehandlung von Steuerdaten aus dem Ausland und dem Inland unhaltbar.

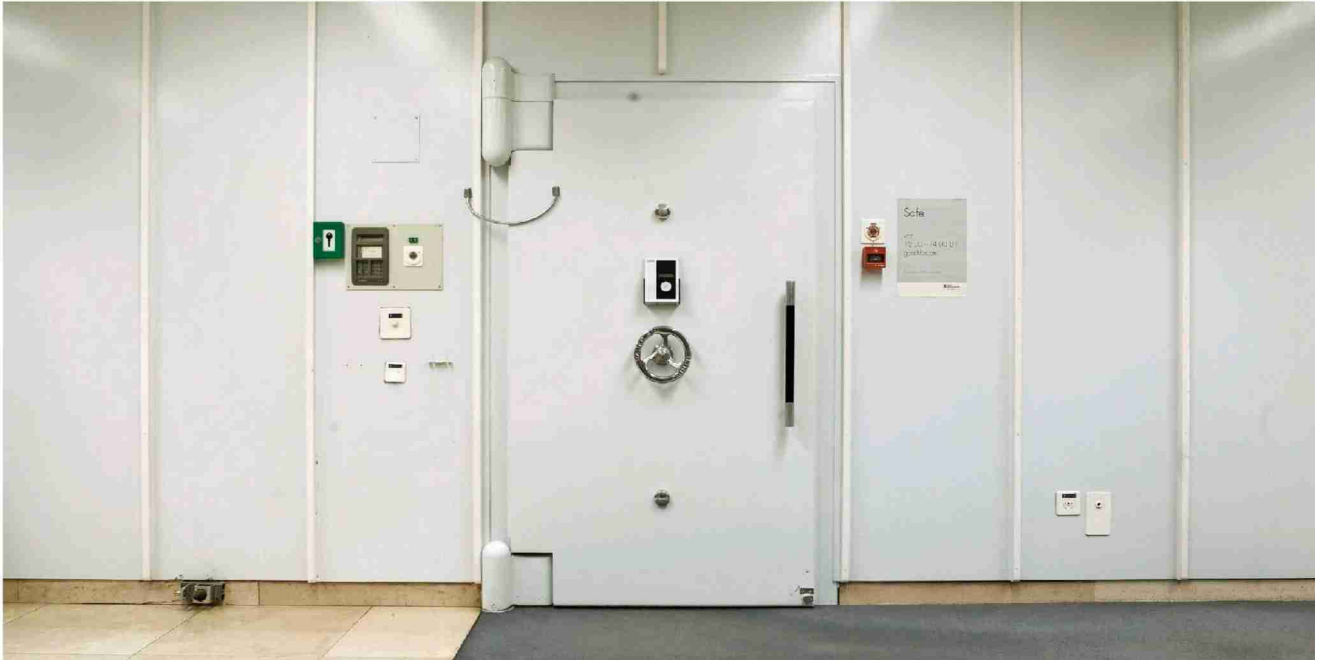


Tages-Anzeiger  
8021 Zürich  
044/ 248 44 11  
www.tagesanzeiger.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 172'920  
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.207  
Abo-Nr.: 1095889  
Seite: 4  
Fläche: 82'715 mm<sup>2</sup>

## Warten auf das Volksverdikt



Das Bankgeheimnis im Inland wird erst einmal nicht angetastet: Tresor einer Schweizer Bank. Foto: Gaëtan Bally (Keystone)

Der Bundesrat verzichtet vorerst auf eine Lockerung des Bankgeheimnisses, weil er die Abstimmung über die Matter-Initiative abwarten will. Dafür bekommt er Lob – sogar von links.

**Doris Kleck**

Bern

Steuerhinterzieher sollen härter angefasst werden, so wollte es der Bundesrat. Die kantonalen Steuerbehörden sollten im Kampf gegen mutmassliche Delinquenten aufgerüstet werden und deshalb Zugriff auf Bankdaten der Verdächtigen erhalten – nicht nur bei Steuerbetrug, wenn der Fiskus mit gefälschten Dokumenten in die Irre geführt wird, sondern auch bei Steuerhinterziehung. Diese Unterscheidung hat die Schweiz gegenüber dem Ausland aufgegeben. Die Lockerung des Bankgeheimnisses im Inland stiess indes bereits in der Vernehmlassung nicht auf Begeisterung. Trotzdem wollte der Bundesrat das Projekt weiterverfolgen. Den Kritikern kam er in einem Punkt entgegen: Nicht der Chef der kantonalen Steuerbehörde sollte das Bankgeheimnis aufheben können. Die Ermächtigung sollte von einer dritten Stelle erfolgen, zum

Beispiel vom Finanzdirektor oder einem Gericht.

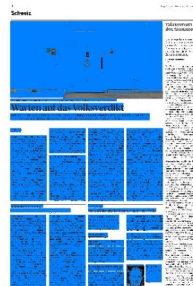
Gestern zog der Bundesrat dennoch die Notbremse, er gab die Sistierung der Revision des Steuerstrafrechts bekannt. Er schätzt die «politischen Erfolgchancen für das Gelingen der Reform als «gering» ein. Zum Umdenken bewegen hat die Regierung die Volksinitiative zum Schutz der Privatsphäre von Banker Thomas Matter, die das Bankgeheimnis in der Verfassung festschreiben will. «Die Matter-Initiative zielt explizit gegen die Revision des Steuerstrafrechts. Deshalb ist es sinnvoll, zunächst den Ausgang der Abstimmung abzuwarten», sagt Fabian Baumer, Vizedirektor der Eidgenössischen Steuerverwaltung.

### Regelung zu schwerfällig

Für einmal ist man sich von links bis

rechts einig: Der Bundesrat hat einen weisen Entscheid getroffen. Die SP fordert zwar seit je die Abschaffung des Bankgeheimnisses. Nationalrätin Susanne Leutenegger Oberholzer (SP, BL) sagte aber: «Wir brauchen eine Revision, doch sie muss zum richtigen Zeitpunkt kommen.» Es sei richtig, im Rahmen der Matter-Initiative eine breite Debatte über das Bankgeheimnis zu führen. Zu den Befürwortern der Steuerstrafrechtsrevision gehören auch die kantonalen Finanzdirektoren. Ihr Präsident, Peter Hegglin, äusserte dennoch Verständnis für den Entscheid. Der Zuger Finanzdirektor hielt allerdings auch fest, dass weiterhin Handlungsbedarf besteht. CVP-Ständerat Pirmin Bischof verneint dies nicht: «Dass die schwere Steuerhinterziehung gleich behandelt wird wie Steuerbetrug, wäre an sich richtig.»

Dass heute bei Verdacht auf schwere



Tages-Anzeiger  
8021 Zürich  
044/ 248 44 11  
www.tagesanzeiger.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 172'920  
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.207  
Abo-Nr.: 1095889  
Seite: 4  
Fläche: 82'715 mm<sup>2</sup>

Steuerhinterziehung der Vorsteher des Finanzdepartements die Ermächtigung zur Aufhebung des Bankgeheimnis geben müsse, sei zu schwerfällig: «Doch die Normalbürger, welche beim Ausfüllen der Steuererklärungen aus Fahrlässigkeit einen Fehler machen, dürfen nicht kriminalisiert werden.» Auch FDP-Nationalrat Ruedi Noser stellt sich nicht grundsätzlich gegen eine Revision des Steuerstrafrechts, der Bundesrat habe dennoch klug entschieden: «Wir müssen zuerst wissen, wie sich die Einführung des automatischen Informationsaustauschs oder die Verschärfung des Geldwäschereigesetzes auswirkt, was mit der Matter-Initiative geschieht und wie die Verrechnungssteuerreform aussehen wird.»

Wenn etwa ein Schweizer auf Jersey Millionen vor dem Fiskus versteckt, dürfte er wegen des automatischen Informationsaustausches künftig sowieso ein Problem bekommen. Entscheidenden Einfluss auf das Steuerstrafrecht wird nicht nur die Matter-Initiative haben, sondern auch die Reform der Verrechnungssteuer. Diese ist durch das Volksbegehren ebenfalls blockiert. Der Bundesrat hat gestern dennoch entschieden, die Reform weiter voranzutreiben. Eine Ex-

pertengruppe soll Vorschläge entwickeln, damit nach der Abstimmung über die Matter-Initiative über das weitere Vorgehen entschieden werden kann. Mit der Reform will der Bund den Kapitalmarkt stärken. Heute ist es wegen der Verrechnungssteuer für Schweizer Unternehmen unattraktiv, Anleihen im Inland anzubieten.

Der Wechsel zum Zahlstellenprinzip tangiert auch das Bankgeheimnis. Der Bundesrat hatte vorgeschlagen, dass die Steuerpflichtigen wählen können zwischen Bezahlung der Verrechnungssteuer und einer Meldung der Bank an die Behörden. Baumer geht davon aus, dass dieses Modell auch bei Annahme der Matter-Initiative juristisch möglich wäre. Allerdings wehren sich Economieuisse und Bankiervereinigung dagegen. Die Verbände fordern, dass Dividenden und Zinserträge von Obligationen direkt den Steuerbehörden gemeldet werden. «Mit der Matter-Initiative wäre dieses Modell vom Tisch», so Baumer. Für Leutenegger Oberholzer ist schon heute klar: Die Verrechnungssteuerreform - von der Wirtschaft gewünscht - wird das Bankgeheimnis im Inland schwächen. Steuerstrafrecht hin oder her.

**Kommentar** Von Daniel Foppa

## Die letzten Rückzugsgefechte

Sind es bereits die ersten Folgen der Wahlen, die den Bundesrat dazu bewegen haben, auf die Revision des Steuerstrafrechts zu verzichten? Wohl kaum. Massgebend war, dass inzwischen die Volksinitiative von SVP-Nationalrat Thomas Matter zustande gekommen ist, die das inländische Bankgeheimnis in der Verfassung festschreiben will. Es ergibt denn auch Sinn, erst das Volk diesen Grundsatzentscheid fällen zu lassen, bevor man das Gesetz revidiert. Kommt hinzu, dass der Bundesrat aufgrund der Vernehmlassung davon ausgehen musste, dass die Vorlage im Parlament scheitern würde.

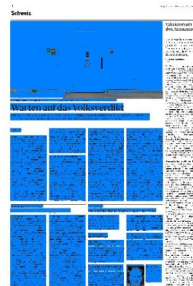
Mit dem Entscheid hält die Regierung vorderhand an der strikten Trennung von Steuerbetrug und Steuerhinterziehung im Inland fest. Wer Steuern hinterzieht, hat also weiterhin nur

wenig zu befürchten. Die Steuerbehörden können im Verdachtsfall keine Bankdaten einsehen, und für den Hinterzieher setzt es schlimmstenfalls eine diskrete Busse ab. Nun mag man sich zu Recht darüber ärgern, dass sich die steuerfinanzierte Verwaltung ständig ausdehnt. Das ändert jedoch nichts daran, dass das Begleichen der Steuerschuld kein Wunschkonzert ist. Sondern Bürgerpflicht.

Mit seinem impliziten Eingeständnis, falsche Steuerangaben seien immer noch ein Kavaliersdelikt, lädt der Bundesrat jedoch geradezu zur Steuerhinterziehung ein. Laut Schätzungen gehen dem Fiskus dadurch jedes Jahr Milliarden verloren. Zudem werden die Kantone benachteiligt: Ausländische Steuerbehörden erhalten von Schweizer

Banken und Behörden alle gewünschten Informationen, um eine steuerpflichtige Person richtig zu veranlagern. Kantonale Steuerbehörden hingegen sind die Hände gebunden, wenn sie den Verdacht hegen, ein Schweizer begehe Steuerhinterziehung.

Ein solcher Zustand kann keine Dauerlösung sein. Dass Bürgerliche an diesem Anachronismus festhalten wollen, erscheint denn auch wie eine der letzten Etappen im zähen Rückzugsgefecht um das Bankgeheimnis. Selbst namhafte Bankenvertreter gehen inzwischen nicht mehr davon aus, dass die Unterscheidung von Steuerhinterziehung und Steuerbetrug noch sinnvoll ist. Gestoppte Revision hin, Rechtsrutsch und Matter-Initiative her: Es wird einmal mehr eine Frage der Zeit sein, bis sich die Schweiz international üblichen Steuerstandards angleicht. Auch im Inland.



Tages-Anzeiger  
8021 Zürich  
044/ 248 44 11  
www.tagesanzeiger.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 172'920  
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.207  
Abo-Nr.: 1095889  
Seite: 4  
Fläche: 82'715 mm<sup>2</sup>

Nachgefragt

## «Ich ziehe die Initiative nicht zurück»

SVP-Nationalrat Thomas Matter sagt, er wolle das Bankgeheimnis mit einem Volksentscheid in der Verfassung verankern.

### Mit Thomas Matter sprach Yannick Wiget

#### Herr Matter, ziehen Sie jetzt Ihre Initiative zurück?

Nein, selbstverständlich nicht. Der Schritt des Bundesrats zeigt, wie wichtig sie ist. Hätte es die Initiative nicht gegeben, hätte er wohl eine Revision des Steuerstrafrechts durchgeführt. Es wäre zum Wechsel von einem Vertrauens- zu einem Misstrauenssystem zwischen Staat und Bürger gekommen.

#### Mit dem Entscheid des Bundesrats sind Ihre Forderungen doch erfüllt.

Wenn ich die Initiative nun zurückziehe wird dieser Prozess sofort wieder aufgenommen. Wir haben sie auf die geplante Revision hin lanciert, und der Bundesrat wird sein weiteres Vorgehen auch vom Resultat der Volksabstimmung abhängig machen. Wir wollen das Bankkundengeheimnis in der Verfassung ver-

ankern. Dann bräuchte es einen Volksentscheid, um es abzuschaffen. Es kann ja sein, dass man eines Tages zum Schluss kommt, der Schutz der finanziellen Privatsphäre sei nicht mehr wichtig. Aber das würde dann zumindest an der Urne entschieden.

#### Der Bundesrat begründet seinen Schritt mit geringen Erfolgchancen. Wie sehen Sie das?

Ich gehe ebenfalls davon aus, dass es die Revision schwer gehabt hätte. Im alten Parlament wäre diese Vorlage wahrscheinlich durchgekommen. Der Bundesrat wird nun aber erkannt haben, dass sie im neuen Parlament - zumindest im Nationalrat mit der bürgerlichen Mehrheit - weniger Erfolgsaussichten gehabt hätte.



#### Thomas Matter

Der SVP-Nationalrat und Banker will mit der Initiative «Ja zum Schutz der Privatsphäre» das Bankgeheimnis im Inland bewahren.



Walliser Bote  
3900 Brig  
027/ 922 99 88  
www.walliserbote.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 22'213  
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.207  
Abo-Nr.: 1095889  
Seite: 1  
Fläche: 9'642 mm<sup>2</sup>

KOMMENTAR

## Bundesrat auf dem Rückzug

Was bei Steuerbetrug schon heute möglich ist, wollte der Bundesrat nun auch beim Verdacht auf Steuerhinterziehung zulassen: den Einblick der Behörden in Bankdokumente.

Gestern legte die Landesregierung dieses Vorhaben auf Eis. Sie verzichtet auf die dafür notwendige Revision des Strafrechts. Der Entscheid entspringt keinem Ideologiewandel des Bundesrates, sondern einer realistischen Einschätzung der frisch formierten politischen Kräfteverhältnisse im Parlament. Nach den Wahlen vom 18. Oktober sind die Chancen nochmals gesunken, mit diesem Geschäft zu reüssieren.

Die gestärkten bürgerlichen Kreise wollen am inländischen Bank-

geheimnis jetzt aus Prinzip nicht auch noch schrauben lassen, nachdem einige schon die von Finanzministerin Eveline Widmer-Schlumpf eingegangenen Kompromisse in Bezug auf die ausländischen Bankkunden als «Verrat» an einer der heiligsten Institutionen des Finanzplatzes Schweiz bezeichnet haben. Die Reaktion liess mit der im September 2014 eingereichten Initiative «Ja zum Schutz der Privatsphäre» nicht lange auf sich warten. Sie will das Bankgeheimnis in der Bundesverfassung verankern. Natürlich sind der ungebührlichen Behörden-Schnüffelei Grenzen zu setzen. Andersrum hat der Staat seine berechtigten Ansprüche. Es gibt keinen Grund für eine zweigeteilte Steuergesellschaft zwischen Auftrag- und Arbeitnehmern. Wer nichts zu verbergen hat, hat nichts zu befürchten. **Thomas Rieder**